Communiqué, 22 janvier 2025

Face à des gens qui ne sont ni l'un ni l'autre, nous n'avons pas à être responsables ni respectables

Sept ans de macronisme nous ont montré une chose : ces gens sont de dangereux irresponsables qui ne méritent aucun respect de la part de tous·tes celles et ceux qui sont attaché·es à la démocratie, à la justice et au progrès social et écologique.

La macronie c'est la violence physique, symbolique et sociale exercée au service de l'ordre néo-libéral et des nantis, rien d'autre.

Le refus de Macron de reconnaître sa défaite le 7 juillet dernier lors du second tour des élections législatives n'en est que le dernier avatar. Les nominations des Barnier et Bayrou à Matignon ne sont que des tentatives désespérées pour lui de gagner un peu de temps, mais leur pouvoir est perdu.

L'immense majorité des salarié·es, des électeur·ices et de la population en général ne veut plus de cette politique et l'a clairement fait savoir à de multiples reprises. C'est pourquoi toutes celles et ceux qui contribuent au sursis de Macron commettent une double erreur. La première vis-à-vis des macronistes, qui les méprisent et essayent seulement de gagner sur leur dos un peu de répit, et la seconde vis-à-vis de tous·tes celles et ceux qui voulaient sa chute et qui les mépriseront de sauver le soldat Macron au moment où il était à terre.

Si la France n'a pas de budget aujourd'hui, c'est vers Macron qu'il faut regarder. Quand l'alliance des droites en appelle à « la responsabilité » des oppositions, c'est l'hôpital qui se fout de la charité. Ils instaurent le chaos, et demandent à leurs adversaires de le régler pour leur propre bénéfice en étant responsables pour deux. Il faut oser.

A la FSU, nos mandats sont clairs : une augmentation massive du point d'indice, la titularisation des AESH au sein d'un corps de fonctionnaires, des créations de postes, des investissements massifs dans les services publics, la suppression de la réforme des retraites...

C’est dans le programme du NFP que nous avons retrouvé l’esprit et l’essentiel de nos revendications, c’est pourquoi nous l’avons soutenu en juin. C’est ce programme qui, quoi qu’en disent les adeptes des réalités alternatives, est arrivé en tête en juillet, et doit tenter d’être appliqué.

Ceux qui seraient tentés ou s’apprêtent, au nom de « la responsabilité », à trahir leurs engagements pour sauver un gouvernement qui n’a aucune intention de reprendre la moindre mesure de ce programme ne trahissent pas seulement leurs partenaires politiques, mais beaucoup plus largement tous·tes celles et ceux pour lesquel·les un changement de cap est vital.

Aucune organisation syndicale ne doit tomber dans le même travers. Nous syndicats ne sommes pas des « partenaires sociaux ». Nous sommes des adversaires, porteurs d’un projet de société aux antipodes du projet macroniste. Nous ne menons pas de « dialogue social », nous tentons d’arracher des avancées pour l’école et ses personnels.

Le camp progressiste a fort à faire : il doit batailler sur deux fronts, contre le projet macroniste et contre l’extrême-droite. Sur aucun il ne faut céder le moindre pouce de terrain, faute de perdre bien davantage, à tous les niveaux.